

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 323 - VENDREDI 5 MAI 2017

## PÂQUERETTE DU LENDEMAIN

Que de bruit, que de fureur sur le plateau TV !  
Que de fureur et de bruit  
il faudra dans la rue !

## AGENDA MILITANT

→ 11 mai

Paris [Mutuelles de travail /  
Travail des communs : regards croisés](#)

→ 13 mai

Angers [Sciences, société  
et éducation populaire](#)

→ 14 mai

Les Mathes/ La Palmyre [La coopérative](#)

→ 16 mai

Nice [Avec les militants solidaires des migrants](#)

→ 18 mai

Clermont-Ferrand [Universaliser le salaire pour  
changer le travail, la valeur et la production](#)

→ 19 mai

Bitche [Avenir radieux, une fission française](#)

→ 20 mai

Lille [Marche mondiale contre Monsanto](#)

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Travail Salariat

[VI<sup>e</sup> Rencontre internationale de l'économie des  
travailleurs et travailleuses](#)

→ Video

[Prolonger la dynamique de France insoumise,](#)  
M.-G. Buffet

## De l'insoumission à l'émancipation

À quelques heures du scrutin du 7 mai, gardons-nous d'affirmer que les jeux sont faits car les surprises – bonnes ou mauvaises – n'ont pas manqué durant cette dernière année.

Les primaires censées sauver chaque camp de son éparpillement ont précipité le mouvement : Sarkozy et Hollande éliminés, ni Juppé ni Valls, leurs outsiders nommés, n'en ont bénéficié ; la primaire des écologistes, elle, s'est traduite par une non-candidature ; et au second tour, les deux partis qui ont alterné au pouvoir depuis 33 ans sont absents. En revanche, et bien plus qu'en 2002, les milieux populaires qui ont porté le vote de gauche se sentent exclus de ce second tour. Parmi les 7 millions d'électeurs de Jean-Luc Mélenchon, celles et ceux qui utiliseront le bulletin Macron contre la haine et le FN, garderont l'amertume de l'avoir fait contraints et forcés par un régime à bout de souffle.

Plus largement, le "choix" offert par ce second tour génère d'abord du mécontentement, mais cela importe peu aux capitalistes. Le désaveu des institutions n'ébranle pas les détenteurs du capital et les tenants de la mondialisation libre et non faussée : Emmanuel Macron, s'il risque fort d'être le président le plus mal élu de la V<sup>e</sup> République, est adoubé par la totalité des médias aux mains du CAC 40 et la Bourse a réagi par un bond de plaisir au résultat du 1<sup>er</sup> tour !

La République se meurt parce que le Capital ne veut plus d'un État qui régule, qui assure des services publics pour tous. « *Les multinationales qui bâtissent l'oligarchie financière ne veulent pas seulement violer le droit et la loi, elles veulent aussi les changer pour faire disparaître l'impôt et les États* », disent à juste titre les frères Bocquet<sup>1</sup>.

À travers et au-delà des élections législatives, le défi à relever est celui de l'élaboration populaire d'un projet de société fédérateur et rassembleur. Où l'humain, et donc l'écologie, passent avant la finance ; où le travail, première activité sociale, est facteur de bonne santé. Pour une société ouverte et inclusive, qui se renforce par la diversité des individus qui la compose et la renouvelle dans cesse. Pour une république qui proclame partout le droit à l'égalité, à la paix et au libre développement. Le rassemblement dans les luttes pour l'émancipation est notre avenir.

● Gilles Boitte



1. Alain & Eric Bocquet, *Sans domicile fixe*, Le Cherche Midi.

# Le sport et les JO dans un monde à transformer

**Le sport n'est pas neutre, comme les Jeux olympiques, il est traversé par les questions de nos sociétés et de la planète. Les retravailler comme toutes les activités humaines d'un monde à transformer, c'est ce que propose Gérard Perreau-Bézouille.**

**P**ar-delà le fait que les Jeux olympiques modernes sont le plus grand événement au monde depuis un siècle, ils sont, avec leurs composantes culturelles et artistiques, la grande fête omnisports mondiale. Ils concentrent en un même lieu, au même moment tous les sports, tout le sport. Comment ne pas être extrêmement attentifs à leur contenu, à leur relation avec la société et à ses évolutions ? Les JO sont uniques. Des athlètes du monde entier y participent (dès Athènes, les 245 participants viennent de 14 pays et, dès Stockholm, les cinq continents sont représentés), ils sont suivis par des millions de spectateurs et téléspectateurs.

## Les Jeux d'un monde à transformer

Nés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de la volonté d'un aristocrate éclairé, Pierre de Coubertin, pour promouvoir une nouvelle forme d'éducation, après les jeux antiques, les jeux modernes sont restés le produit de leur époque. Ils sont marqués par une certaine vision du monde, par les États nations, les grands empires coloniaux centrés autour de valeurs occidentales, par un productivisme allant vers la démesure, la soumission à l'argent... Petit à petit les inégalités, les dominations, les ségrégations qui traversent ce monde se sont invités aux JO (voir les "Repères" en page 5). Ils se sont inscrits aussi, pendant des années, dans la division Est/Ouest et dans la confrontation binaire, polarisée, en tous domaines, entre deux conceptions du monde. Tout cela indique que, contrairement à l'idée

d'un sport neutre, dans une bulle, ces réalités sont partie intégrante des JO.

Le sport a bougé, le monde a bougé, a changé. Ils bougent encore.

De fantastiques progrès ont été accomplis, avec la révolution scientifique et technique, dans les transports, dans les technologies en particulier s'agissant de la circulation et du traitement de l'information, dans les biotechnologies...

**Dans le sport, (...) la démesure des grands événements, l'inégalité d'accès comme pratiquants, comme acteurs, comme spectateurs, ont besoin d'une profonde remise en cause.**

## Le monde a basculé

Des murs sont tombés (Berlin), d'autres se sont élevés (Palestine, USA/Mexique...), d'autres, tout aussi efficaces, sont virtuels (mur de l'argent par exemple). Des pays émergent au Sud (Brésil, Chine, Inde, Afrique du Sud...). La mondialisation structure des marchés planétaires, va jusqu'à organiser nos vies, nos besoins... Les paradis fiscaux ont favorisé un développement de la corruption, de la spéculation financière.

L'évidence d'une crise durable s'impose à tous : une triple crise emboîtée. Une

crise marquée par l'épuisement d'un capitalisme devenu financier. Une crise systémique qui combine les contradictions fondamentales habituelles (par exemple entre capital et travail), et celle entre le productivisme et les limites posées par l'écosystème planétaire. Une crise de civilisation, celle de la modernité occidentale qui, après 1492 (pour donner une date : Christophe Colomb "découvre" alors l'Amérique !), affirmait sa domination sur le monde.

La dimension symbolique du "désenchantement" qui prolonge ce basculement du monde ne peut qu'impacter les événements à vocation universelle comme les JO : avec la fin du rôle, de la place de "l'Occident" traditionnel – basé sur les "conquêtes", le colonialisme, le néo-colonialisme, l'échange inégal, la "mission civilisatrice"... -, chacun veut penser, reconstruire son identité : comment trouver toute sa place dans un monde où les habitudes, les certitudes, l'ignorance, la position sociale vous traitent en "minorité" et vous rejettent aux marges ?

Il devient urgent d'admettre qu'il y a besoin de concevoir un monde sans centre du monde !

## L'écologie dans le sport et sur la planète

Les modes de pensée sont bouleversés par la question écologique qui implique une autre répartition des richesses. Dans l'économie, elle se traduit par une prise en compte de la rareté des ressources naturelles, des interactions entre l'environnement, le social ●●●



L'originalité de cette rencontre organisée par la FFCO réside dans la tenue de 3 temps forts animés par des spécialistes dont les articles composent le dossier publié dans la revue omni SPORTS qui sera présentée à cette occasion. Un avant-goût des analyses des chercheurs est [ici](#). Dans le contexte de la candidature de la ville de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, il s'agit de contribuer à mesurer les contours de la relation géopolitique et sport. Lors des tables rondes, il sera question d'en analyser l'histoire au travers de situations concrètes, de présenter le contexte et les enjeux actuels en confirmant que le sport repose sur une géographie mondialisée et de s'interroger sur une vision prospective pour le sport de demain en imaginant diverses hypothèses. Le déroulé des tables rondes est [ici](#). Inscription par mail à [ffco@ffco.org](mailto:ffco@ffco.org).

●●● et la performance économique, c'est-à-dire par le besoin d'un nouveau paradigme économique, il faut "écologiser" l'économie. Même les plus libéraux sont aujourd'hui obligés d'au moins prendre en compte les coûts induits par les changements climatiques et la dégradation écologique de la planète. Dans la politique, il suppose l'intégration des critères environnementaux et sociaux lors des prises de décisions (qu'elles soient internationales, nationales ou locales), la capacité à confronter sans arrêt, dans la

transparence et par le débat démocratique, enjeux locaux et globaux. Dans le sport, pour mettre en œuvre les déclarations de principe, la démesure des grands événements, l'inégalité d'accès comme pratiquants, comme acteurs, comme spectateurs, ont besoin d'une profonde remise en cause.

Toutes ces questions et beaucoup d'autres sont, par exemple, au cœur du dossier "Géopolitique du sport" de la revue omniSports et des tables rondes

qu'organise la Fédération Française des Clubs Omnisports (FFCO) le 15 mai à partir de 14h30 (Voir encadré ci dessus).

Au moment où Paris est candidate à l'organisation de 2024, ces questions marquent les esprits ; elles commencent déjà à être posée avec l'Agenda 2020 du CIO (Voir encadré page 4), il conviendra sans aucun doute d'aller plus loin et de travailler une nouvelle étape : après les JO de l'Antiquité, après ceux de la modernité, des Jeux olympiques 3.0 ?

## Des propositions existent : développons-les !

**Voici les éléments développés par les contributeurs du livret *Sport de l'Avenir en Commun* de France insoumise. Ils ont servi de base à la réponse faite par Baly Bagayoko, coordinateur avec Sarah Soihili du livret sport et vice-président du Conseil départemental 93, au nom de Jean Luc Mélenchon, lors du grand débat sport 2017 (18/04/17). Ils entendent poursuivre, avec tous les acteurs intéressés, le travail entrepris.**

**A** propos des JO, les deux contributeurs ont déclaré : « Nous ne pouvons pas refuser ces grands événements et la plus-value qu'ils apportent. (...) Mais M. Mélenchon maintient ses exigences et sa vigilance. Nous serons attentifs au fait que l'enveloppe de 6,5 Mds €, dont 1,5 Mds € d'argent public, ne soit pas dépassée. Une commission indépendante le vérifiera. »

Car le sport est aussi événement, émotion, création, un spectacle de qualité

qui, dans la mesure où il respecte ses valeurs, son éthique, où il redevient à taille humaine, démocratisé, populaire, attentif à l'environnement... peut assurer un rayonnement de type nouveau à la France, au territoire d'accueil, peut promouvoir la rencontre des cultures, le partage des expériences et des plaisirs et le dépassement collectif humain. Une compétition internationale doit toujours être l'occasion de réflexions parallèles et complémentaires sur le sport et son rapport à la société.

**Pour une grande fête omnisports de l'égalité et de la solidarité**

Paris s'est engagé pour accueillir les Jeux olympiques de 2024. Mais pour faire quoi ? Dépenser à perte des milliards d'euros dans des infrastructures et offrir quinze jours de publicité aux multinationales sponsors ? Promouvoir une grande fête omnisports, pour l'égalité, la solidarité, dans le sens de l'émancipation, pour mettre les actes en conformité avec les paroles ? ●●●

●●● À l'analyse des bilans des olympiades de ces dernières décennies pour les territoires et populations locales (Athènes, Pékin, Sotchi, Rio...), à la lumière des aspirations et des mouvements des peuples pour une réelle démocratie et la transparence dans l'organisation des grands événements, il est désormais acquis que les Jeux ne peuvent plus être organisés comme par le passé en niant ou en négligeant les conséquences sociales, économiques, politiques, écologiques... Il s'agit d'aller au-delà des déclarations de principe, plus loin dans la mise en œuvre concrète de l'Agenda 2020 du Comité International Olympique (CIO), d'en travailler un nouveau.

Dès lors que les jeunes veulent se donner la main à l'échelle des territoires, à l'échelle de la planète, dès lors qu'elles ne la considèrent plus comme un lieu de concurrence internationale, mais comme le patrimoine de l'humanité à préserver, il convient d'entendre, d'écouter et de retravailler en ce sens toutes les activités humaines. Une condition : qu'elles se libèrent de la mainmise de l'argent-roi. Le sport peut, doit donner l'exemple.

### **Un projet sportif pour la société que nous voulons**

Les points-clefs d'un projet de fête omnisports, tels que l'équipe du livret Sport de France Insoumise les a listés pour l'élection présidentielle, demeurent entièrement valables :

- instaurer une vigilance citoyenne, indépendante, active et drastique sur l'utilisation des moyens publics dans le cadre

de la candidature de Paris 2024,  
- promouvoir et contrôler la transparence financière, le contrôle des engagements (comme l'autofinancement total de l'organisation des Jeux olympiques et le financement du déficit par le CIO)

- promouvoir des jeux à dimension humaine, accessibles financièrement à tous, dans le respect du cadre de vie et de l'environnement,
- construire des jeux au service de la lutte contre les discriminations, le racisme, l'homophobie, les inégalités économiques, sociales, territoriales et environnementales,
- concevoir des jeux qui pensent l'avenir pendant et l'après de manière durable sur le plan des investissements utiles, de leur financement et de leur gestion ultérieure (fin des investissements disproportionnés et inutiles, lien avec une planification urbaine au service des habitants),

- poser le cadre et définir les moyens d'une autre façon d'aborder l'organisation de rendez-vous sportifs internationaux, en mettant la démocratie au centre.

### **Un programme à l'image du projet**

En complément du programme L'Avenir en Commun, des mesures et démarches permettent d'amorcer la réalisation de ce projet sportif :

- dans le cadre des grands événements, de créer un comité de vigilance et de

suivi avec experts/acteurs du sport associés à des citoyens, des supporters et des spectateurs tirés au sort sur une base volontaire pour analyser ce qui a été annoncé / ce qui est réalisé et donner les réorientations nécessaires si besoin,  
- de s'appuyer prioritairement sur le mouvement sportif associatif pour organiser les grands événements, nationaux, internationaux et développer une politique de coopération solidaire,  
- d'initier un référendum, sur propositions et avec une démarche pédagogiques et responsabilisantes, à chaque fois que l'idée d'organiser un événement d'envergure internationale soulève un débat public,  
- d'œuvrer pour des rencontres et rassemblements sportifs à taille humaine et s'axant principalement sur le rapport au sport de toutes et de tous, la solidarité, la préservation de la nature, la sensibilisation à l'environnement et la mise en avant de disciplines et pratiques peu médiatisées.  
- de faire des spectateurs et supporters de véritables leviers du changement dans le monde du sport en développant

leur rôle «positif» de contributeurs, d'acteurs responsables, de «vigilance», afin de faire perdurer les valeurs du sport populaire.

- de baser prioritairement le développement des événements internationaux (comme cela existe déjà) sur la rencontre des cultures et le dépassement collectif humain.

- de mettre en place systématiquement les colloques, journées d'études, rencontres scientifiques, nécessaires à l'échange entre praticiens, chercheurs, universitaires.

**Le sport est aussi événement, émotion, création, un spectacle de qualité qui, s'il respecte ses valeurs, son éthique, s'il redevient à taille humaine, démocratisé, populaire, attentif à l'environnement...**

**... peut promouvoir la rencontre des cultures, le partage des expériences et des plaisirs et le dépassement collectif humain. Une compétition internationale doit toujours être l'occasion de réflexions parallèles et complémentaires sur le sport et son rapport à la société.**

## JO : quelques repères géopolitiques

Les Jo de l'antiquité étaient marqués par une civilisation - un monde, le monde grec -, ils ont lieu à Olympie, d'abord sur une journée puis cinq. Dans un contexte marqué par l'esclavage, ils ne sont ouverts qu'aux hommes libres... mais les femmes ne sont pas plus présentes aux premiers jeux modernes. Les sportives doivent faire face à beaucoup de préjugés: on craint qu'elles perdent leur féminité, qu'elles soient trop musclées, qu'elles deviennent stériles... Prendre leur place aux Jeux est une bataille. Leur première participation a lieu aux Jeux de Paris en 1900, au tennis et au golf. De plus en plus de sports vont s'ouvrir à elles (ex. natation 1912, athlétisme 1928, volleyball 1964, aviron 1976, cyclisme 1984, football 1996...), mais il faudra attendre les Jeux de Londres en 2012 avec l'introduction de la boxe féminine pour voir les femmes concourir dans tous les sports au programme.

En 1968, à Mexico, Tommie Smith et John Carlos, coureurs de l'équipe américaine, dénoncent le racisme qui sévit aux États-Unis. Sur le podium, lors de la remise des médailles pour le 200m, ils lèvent leurs poings gantés de noir et baissent la tête lorsque le drapeau américain est hissé. Ils expriment ainsi leur sympathie pour le mouvement Black Power (le Pouvoir noir) qui lutte contre la discrimination existante aux États-Unis envers les gens de couleur. Ils seront disqualifiés !

En 1972, à Munich (Allemagne), des Palestiniens prennent en otage des athlètes israéliens. L'histoire se termine par une tragédie avec l'exécution des neuf otages, la mort d'un policier et de deux autres membres. Les terroristes sont

abattus par la police. Le Comité olympique palestinien ne sera reconnu qu'en 1995.

En 1976, à Montréal (Canada), 22 pays (la plupart africains) boycottent ●●●

### Un premier pas... pour aller au-delà

L'Agenda et les recommandations peuvent être consultés en ligne [ici](#). Voici les points-clefs mis en exergue sur la page d'accueil de ce site.

L'Agenda olympique 2020 est la feuille de route stratégique pour l'avenir du Mouvement olympique. Les 40 recommandations qu'il renferme sont autant de pièces individuelles d'un puzzle, mais ensemble, toutes ces pièces ne font qu'une et prouvent que le CIO est attaché à la sauvegarde du caractère unique des Jeux et au renforcement du sport dans la société.

Parmi certains domaines clés abordés par l'Agenda olympique 2020, citons les domaines suivants :

- Changements apportés à la procédure de candidature, avec une nouvelle philosophie qui consiste à inviter les villes candidates potentielles à présenter un projet conforme aux besoins de planification à long terme sur les plans économique, social et environnemental.
- Réduction des coûts de candidature, en diminuant le nombre de présentations autorisées et avec une large contribution financière de la part du CIO.
- Passage d'un programme basé sur des sports à un programme basé sur des épreuves.
- Renforcement du 6<sup>e</sup> principe fondamental de l'Olympisme avec l'ajout dans la Charte olympique du principe de non-discrimination par rapport à l'orientation sexuelle.
- Lancement de la chaîne olympique afin de fournir une plateforme pour les sports et les athlètes, au-delà des Jeux Olympiques, et ce tout au long de l'année.
- Consolidation et adaptation des principes de bonne gouvernance et d'éthique aux exigences en constante évolution.
- Athlètes restent au centre des 40 propositions, avec la protection des athlètes intègres au cœur de la philosophie du CIO.





De g. à dr. Jesse Owens (Berlin 1936) Tommie Smith et John Carlos (mexico 1968), Cathy Freeman et les 2 Corée sous un même drapeau (Sydney 2000).

●●● cette édition pour protester contre une récente tournée de l'équipe nationale de rugby de Nouvelle-Zélande en Afrique du Sud, qui pratique l'Apartheid. La libération de Mandela et la fin du régime de l'Apartheid permet à l'Afrique du Sud de réintégrer la compétition en 1992, aux Jeux de Barcelone (Espagne).

À partir des années 1950, les JO fournissent aux nations nouvellement créées l'occasion de signaler leur existence.

Leur apparition aux Jeux a souvent préfiguré une reconnaissance plus généralisée sur le plan international. Il arrive même que la participation de certains athlètes aux Jeux anticipe la formation politique de leur pays d'origine (ex : Timor oriental)

Les jeux de Sydney sont marqués par plusieurs manifestations à propos du statut des Aborigènes. La dernière étape du relais de la flamme est confiée à l'athlète aborigène Cathy Freeman, tandis que la

culture du peuple aborigène est au cœur de la cérémonie d'ouverture.

Et il en sera de même avec les idéologies, les jeux de 1936 à Berlin sont marqués par l'hitlérisme et le racisme. Le régime nazi s'approprie les JO. Dans les années précédant les Jeux, certains gouvernements et des organisations sportives montrent leur inquiétude au sujet du régime et de sa politique : la menace du boycott plane sur les JO. Finalement, c'est essentiellement par convictions personnelles que certains athlètes refusent d'y participer. Et on se souviendra de Jessie Owens...

On oubliera que certains dignitaires d'extrême-droite sont restés en place au Comité olympique allemand (de l'ouest) comme au CIO.

En 1956, à Melbourne (Australie), la crise du Canal de Suez et la répression soviétique en Hongrie provoquent une forte réaction de la part de certains pays qui refusent d'envoyer leurs athlètes aux Jeux.

En 1980, à Moscou (Union Soviétique),

les États-Unis appellent à un boycott général à la suite de l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Les athlètes américains n'ont pas l'autorisation de participer aux Jeux sous peine de perdre leur passeport. À l'exemple des États-Unis, d'autres pays n'iront pas aux Jeux.

En 1984, en réponse au boycott américain de 1980, les Soviétiques refusent de se rendre aux Jeux de Los Angeles (États-Unis). Les raisons officielles invoquées sont la commercialisation des Jeux et la sécurité non assurée des athlètes.

Lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Sydney (Australie), en 2000, la Corée du Sud et la Corée du Nord défilent ensemble sous un même drapeau. Cet acte - même s'il est resté sans lendemain - n'a pas de précédent depuis que les deux États ont mis fin à leurs relations

diplomatiques à la suite de la guerre de Corée (1950-1953).

Diplomatie olympique, écho des luttes pour la

justice, l'égalité, la fraternité, les JO ne sont pas hors sol, aseptisés.

**Dès lors que les jeunesses veulent se donner la main à l'échelle des territoires, de la planète, dès lors qu'elles ne la considèrent plus comme un lieu de concurrence internationale, mais comme le patrimoine de l'humanité à préserver, il convient d'entendre, d'écouter et de retravailler en ce sens toutes les activités humaines...**

**... Une condition : qu'elles se libèrent de la mainmise de l'argent-roi. Le sport peut, doit donner l'exemple**

● Gérard Perreau-Bézouille



# Ça ne fait que commencer

**Q**uand vous lirez ces lignes, faire barrage au FN sera, je l'espère, chose entendue sinon déjà faite. Il est donc bien tard pour faire un appel de plus. Pour des millions d'hommes et de femmes cela passe (est passé ?) par un choix détestable : la politique de Macron finira par faire encore monter le FN... si rien ne se passe de nouveau. C'est donc à ce nouveau qu'il nous faut réfléchir à partir de lundi.

Le premier tour a montré l'ampleur des aspirations à une autre organisation de la société et à une autre conception de la politique. Par de multiples canaux - et non pas un seul - la campagne, débarrassée du bilan du sortant dans la mesure où il avait jeté l'éponge, s'est polarisée sur la quête de solutions alternatives. Au point que le vocable «hors système» est devenu un vocable fourre-tout récupéré y compris par les plus réactionnaires. Notons que ce n'est pas vrai qu'en France. Il y a quelque chose qui s'use ; reste à préciser de quoi il s'agit, afin que tous les chats ne soient pas gris.

L'expérience que nous avons des luttes sociales ou sociétales est qu'elles sont, pour l'instant, davantage de l'ordre du refus que de l'ordre de la conquête. Peut-être est-ce un premier point que la dynamique autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon a révélé. Il est temps de passer à l'initiative de la proposition et que ce soit au tour des forces du capital d'être sur la défensive. Mais cela demande d'élucider deux questions qui ne le sont pas encore.

1. Qui est le vrai sujet de ce verbe : passer à l'initiative ? Le peuple n'est pas une abstraction que l'on pourrait contenir dans une forme unique de regroupement. Si l'on veut que le social ne soit plus dépossédé de sa créativité et de son pouvoir d'intervention politiques, on ne peut penser le représenter dans quelqu'avant-garde que ce soit ni dans un cartel. Le rapport traditionnel au système représentatif a été suffisamment bousculé

pour ne pas tenter de n'en renouveler que les bannières. L'anonymat collectif du mouvement en Guyane a permis une infinité de portes d'accès et participe de sa puissance.

2. Il ne s'agit pas d'être moins concrets mais une addition de mesures ne suffit pas à faire une autre société. Chacune des mesures souhaitées ne pourra voir le jour qu'en s'inscrivant dans la perspective de se débarrasser du système capitaliste. Non seulement afin de dégager l'argent nécessaire mais pour une question de pouvoir : qui doit avoir le pouvoir sur l'économie et le devenir de la société ? Les actionnaires ? L'État ? Ou les intéressés eux-mêmes, ce que portent déjà les coopératives ?

Pour des forces plus anciennement expérimentées, notamment le Parti communiste, n'est-il pas temps d'ouvrir un vrai chantier de renouvellement ? Il en avait déjà annoncé afin d'attribuer "la primauté au mouvement populaire" et à chaque fois, le face à face avec le PS et l'enfermement dans le seul espace institutionnel ont fait avorter ces tentatives. Désormais cette hypothèse devrait être levée. Le mouvement syndical n'a-t-il pas besoin de s'interroger pour savoir si la fidélité à la Charte d'Amiens lui interdit vraiment de contribuer à la construction d'une alternative politique ?

Et France Insoumise, Ensemble !, les Nuits debout, les mouvements coopératifs, écologistes, sont-ils exemptés de tout dépassement de limites pour être à la hauteur de la suite ?

Chaque parcours, y compris nombre de parcours individuels, sont autant de pièces d'un immense puzzle qu'il est temps de constituer.

● Pierre Zarka



## Emmanuel Macron : « J'ai fait un cauchemar »



**F**aire un mauvais rêve, ça arrive. C'est ce qui vient de se produire pour Emmanuel Macron le lendemain même de son élection victorieuse à la Présidence de la République. « *Ce cauchemar a sans doute été déclenché par ma visite traumatisante, avec des salariés, entre les deux tours.* » Le nouveau Président a en effet depuis rêvé que 251 députés insoumis et alliés, montés sur des ressorts, avaient été élus aux législatives de juin. À son réveil, il s'est déclaré soulagé mais inquiet. « *Ça, plus des mouvements sociaux contre ma future réforme du Code du travail, ce serait un vrai cauchemar.* » Depuis, il ne dort plus que deux heures par nuit.

Le psychiatre Serge Odru, interviewé, a confirmé l'impact de l'événement sur le Président Macron : « *Messagers de l'inconscient, nos cauchemars mettent en scène nos craintes et notre mal-être intérieur. Ils nous perturbent et nous terrifient à partir de ce que nous sommes ou refusons d'être.* »

Il est de notoriété publique qu'Emmanuel Macron n'a jamais aimé les histoires qui font peur. Déjà tout petit, quand on lui parlait de lutte contre les inégalités, de patrons contraints de signer des CDI ou de payer des indemnités de licenciements, il était tétanisé... Récemment, il avait indiqué à une journaliste de l'Huma que prononcer les mots nationalisation ou pénibilité du travail avait des conséquences sur son sommeil.

Le patron du Medef, Pierre Gattaz, a déclaré comprendre son ex nouvel ami Emmanuel Macron : « *Moi-même, je suis hanté par les 35 heures ou l'ISF. Quand je vais à l'international et que les Chinois ou les Américains m'en parlent, cela agit sur*

*moi comme un épouvantail.* » L'évocation de l'interdiction de l'exploration des gaz de schiste est d'ailleurs du même effet sur le patron des patrons.

Le Président Macron a concédé avoir fait peu de cauchemars dans la dernière période, au contraire marquée par des rêves de start-up. Dans sa dernière rêverie, de jeunes pousses poussaient sur du sable dans une ambiance cool, des salariés portant des lunettes roses s'envoyaient des lol. Rien à voir avec un monde de tâches abrutissantes, d'encadrement punitif, de sourires artificiels et d'urgences.

« *Vous savez que dans la «startupshère», tout le monde manage quelque chose.* » a aussi confié Emmanuel Macron à Psychologies Magazine. Le Président a dit s'être endormi sur des visions de management creux et d'intitulés pompeux de postes au vide abyssal. Puis avoir eu des apparitions nocturnes de "content managers" recrutés comme travailleurs indépendants et payés à la tâche. Et s'être enfin réveillé avec des flashs matinaux de country managers aux contrats n'excédant pas trois mois et de talent managers à 960 euros brut.

Le Président a confié que son cauchemar actuel est que le film de François Ruffin, *Merci Patron !*, soit projeté sur la façade de l'Élysée.

● Philippe Stierlin







## Les forces populaires se mobilisent

Au Brésil, 8 mois après le “coup d’État institutionnel” qui a amplifié l’offensive néolibérale, une grève générale historique a montré que les forces populaires sont toujours là, mobilisées le 28 avril contre deux mesures phares du gouvernement de Michel Temer (ci-dessus représenté en vampire) dont la casse du Code du travail. Voilà qui nous parle, non ?

● **Consultation.** Voici les résultats de la consultation organisée par France insoumise auprès des soutiens à la candidature de Jean-Luc Mélenchon sur le second tour de l’élection présidentielle. Sur les 243 128 insoumis ayant voté, 87 818, soit 36,12 %, se sont prononcés pour un vote blanc ou nul, 84 682, soit 34,83 %, pour un vote Emmanuel Macron et 70 628, soit 29,05 %, pour l’abstention. France insoumise a rappelé qu’il « *ne s’agissait pas de déterminer une consigne de vote mais d’organiser la prise de parole des insoumis.es au sujet de leurs choix de second tour* » et qu’ « étant donné l’attachement profond de la France insoumise aux principes d’égalité, de liberté et de fraternité, le vote Front National ne constituait pas une option de la consultation ».

● **Prières.** Les états-majors du PCF et de France insoumise se sont rencontrés cinq fois depuis janvier pour parler des élections législatives. La fumée blanche n’est toujours pas apparue... On oscille : un jour, on se dit que ça a l’air de progresser, le jour suivant on entend les saillies des uns ou des autres, dans la presse ou sur les réseaux sociaux (belle relation collaborative !). Au total, on prie pour que les grands chefs trouvent un compromis, le plus large possible et le plus ouvert à des candidatures représentatives de la diversité de ceux qui ont voté Mélenchon ou qui pourraient rejoindre la dynamique. Le suspens prendra fin bientôt, les candidatures devant être déposées entre le 15

et le 19 mai. Un détail : pour être au second tour lors du scrutin législatif, il faut être parmi les deux candidats arrivés en tête ou obtenir au moins 12,5 % des suffrages des inscrits dans la circonscription. Qu’ils se le disent ! Dernière minute, un accord serait en passe d’être trouvé. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

● **Langue de bois.** Qualifiant le débat Macron – Le Pen de « *face à face confus, accablant et indigne* », Le Monde souligne le risque de « *l’irruption, au cœur de la démocratie française, de la brutalité et de la duplicité de la tradition politique et familiale, qu’incarne Marine Le Pen* ». Le quotidien explique : « *En violant tous les usages de cette confrontation, en méprisant jusqu’à l’exigence de sincérité, Marine Le Pen a dévoilé ce que serait sa pratique du pouvoir, si par malheur elle était amenée à l’exercer. Son but n’est pas d’échanger, mais d’abaisser. Sa stratégie n’est nullement de convaincre, mais de nuire. Son projet n’est qu’une entreprise de démolition* ». On partage. Cependant, le journal n’est pas très explicite sur Macron, et même carrément langue de bois : « *C’est, au fond, la fonction ultime et essentielle d’un tel débat : prouver aux Français que l’on a l’étoffe d’être leur président. À 39 ans, surgi au premier plan depuis quelques mois seulement, Emmanuel Macron n’a certainement pas levé toutes les interrogations à cet égard* ». Euphémisme !

## Cerises

publication de l’Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

